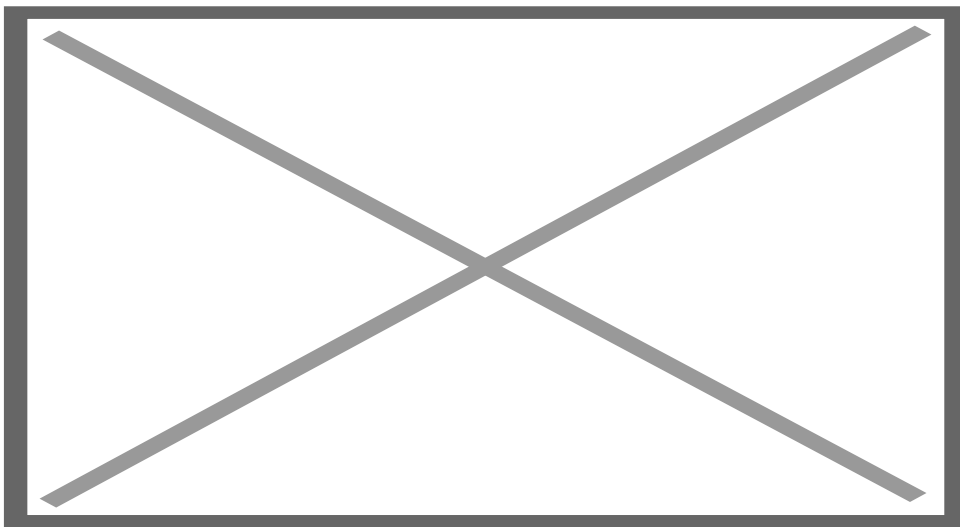


OCHA : Démolitions et déplacements en Cisjordanie : mise à jour mensuelle

Description

Bilan

En janvier, 40 structures appartenant à des Palestiniens ont été démolies ou saisies par les autorités israéliennes, un nombre à peu près identique à la moyenne mensuelle enregistrée en 2018, causant le déplacement de 44 personnes et affectant de différentes manières quelque 200 autres. Une de ces démolitions a eu lieu à titre punitif et les autres à cause de l'absence d'un permis de construire délivré par les Israéliens, permis qu'il est par ailleurs presque impossible d'obtenir.



Confiscation de matériaux utilisés pour deux structures subventionnées par l'Union européenne dans le village d'Imreiha (Jenin) le 10 janvier. Photo par la communauté locale

Plus de 70 % des structures ciblées ce mois-ci se trouvaient dans 11 communautés de la zone C. Dans l'une d'elles, à Beit Iksa (Jérusalem), les moyens d'existence de 50 personnes ont été affectés par la démolition de quatre structures pour les animaux, d'un puits et des murs entourant une maison, avec des pertes estimées à plus de 1,25 million de shekels (environ 303 000 euros). Beit Iksa (environ 1 700 résidents) est une des communautés palestiniennes « disloquées » de la zone de Jérusalem, des communautés qui ont été séparées physiquement de la Cisjordanie par le Mur, mais dont les résidents ne sont pas autorisés à entrer dans Jérusalem-Est.

Dans le village d'As Simiya (Hébron), trois tentes, fournies par le ministère de l'Éducation palestinien pour servir d'école, ont été saisies, affectant 45 enfants ; c'est la troisième fois en quatre semaines que les structures de cette école ont été saisies. Dans une déclaration conjointe le 30 janvier, le Coordinateur des affaires humanitaires et l'UNICEF ont exprimé leur profonde inquiétude devant le nombre élevé d'incidents et d'interférences dans ou près des écoles de Cisjordanie depuis le commencement de l'année scolaire.

Dans le village d'Imreiha (Jenin), également en zone C, deux structures fondées par l'Union européenne et ses États membres, comprenant une maison et des toilettes mobiles, ont été confisquées. En conséquence, quatre personnes ont été déplacées. Dans le même village, en mai 2018, les autorités israéliennes ont émis un ordre d'arrêt d'activité contre une école fondée par l'Union européenne, d'une valeur de 28000 euros. Sept autres structures subventionnées par l'Union européenne dans trois autres communautés ont reçu des ordres de démolition ou d'arrêt d'activité au cours du mois de janvier.

Dans Jérusalem-Est, dix structures ont été ciblées pendant janvier, un chiffre inférieur à la moyenne mensuelle de 2018 (15). De plus, une famille de réfugiés palestiniens risque fortement une expulsion forcée de sa maison, à la suite d'une décision de justice israélienne en faveur d'une organisation de colons revendiquant la propriété des terres. La maison est située dans le quartier de Sheikh Jarrah, où la famille a été installée, avec le soutien des Nations Unies et du gouvernement de Jordanie, dans les années 1950. Au moins 870 Palestiniens de Jérusalem Est sont sous le coup de procès d'expulsions intentés principalement par des organisations de colons.

Ce mois-ci également, l'armée israélienne a détruit aux explosifs un appartement de la ville de Yatta (zone A) à titre punitif. L'appartement était le foyer d'un Palestinien qui a poignardé et tué un colon israélien en septembre 2018 et qui a été arrêté après avoir été blessé par balles.

Des cartes et des tables avec des données additionnelles sont disponibles dans la version intégrale de ce [rapport](#).

Source : [OCHA](#)

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

date créée
2019/02/15